



STATE OF NEW YORK | EXECUTIVE CHAMBER

ANDREW M. CUOMO | GOVERNOR

Pour publication immédiate : 11 février 2014

LE GOUVERNEUR CUOMO ANNONCE LE DEBLOCAGE DU FINANCEMENT POUR LUTTER CONTRE LA VIOLENCE ARMÉE DANS 17 COMMUNAUTES DE L'ENSEMBLE DE L'ETAT DE NEW YORK

L'initiative GIVE s'appuie sur plus d'une décennie de réussites de la lutte contre la criminalité au-travers de l'Opération IMPACT et renforce la sécurité dans la rue

Le Gouverneur Andrew M. Cuomo a annoncé aujourd'hui que 17 comtés concourront pour plus de 13 millions de dollars pour financer les efforts de réduction des crimes liés à la violence armée, les fusillades et les homicides, au-travers de la nouvelle initiative d'élimination de la violence armée (Gun Involved Violence Elimination) (GIVE). L'initiative vise à capitaliser sur les réussites de la lutte contre la criminalité que les juridictions ont connues en participant à l'Opération IMPACT.

« L'Etat de New York abrite la grande ville la plus sûre du pays et est le troisième Etat le plus sûr en général, et c'est parce que nous sommes durs, intelligents et justes lorsqu'il s'agit de lutter contre la criminalité dans nos communautés », a déclaré le Gouverneur Cuomo. « Ce financement donnera aux services des forces de l'ordre les ressources pour réduire la violence armée dans leurs quartiers. J'encourage les agences locales à faire une demande pour ce financement et je suis impatient de renforcer la sécurité dans les rues de l'Etat de New York. »

A L'ATTENTION DES CHAÎNES DE TELEVISION : [Cliquer ici pour télécharger la vidéo du Chef Steven Krokoff du Département de la Police d'Albany s'exprimant sur GIVE.](#)

Comme IMPACT, GIVE ciblera 17 juridictions dans le Nord de l'Etat et à Long Island, qui représentent plus de 80 pour cent des crimes signalés dans l'Etat en dehors de la Ville de New York. GIVE affinera la priorité de ces juridictions, ciblant une réduction supplémentaire des fusillades et des homicides en s'appuyant sur le partage d'informations et les partenariats entre les forces de l'ordre mais aussi en engageant la communauté dans la lutte contre la violence armée.

Les crimes violents ont diminué de 7,5 pour cent dans ces 17 juridictions en 2013, comparé à 2012, et de près de 12 pour cent si on compare la moyenne sur dix ans (2003-2012) à 2013. Cependant, les homicides par armes à feu ont augmenté de 4 pour cent dans ces juridictions, avec 124 personnes tuées

par armes à feu en 2013 comparé à 119 en 2012.

La Division des services de justice pénale de l'Etat (DCGS) a émis un appel à assistance compétitif (request for assistance) (RFA) et dans leur réponse, les juridictions participantes doivent développer un plan pour promouvoir des stratégies intégrées, fondées sur des données probantes, pour réduire la violence armée, comprenant quatre éléments clés :

- Personnes – cibler les délinquants connus et ceux qui sont considérés comme responsables pour une large part de la violence armée dans une communauté ;
- Lieux – cibler les points chauds dans une communauté qui se sont révélés être les plus exposés à la violence armée ;
- Alignement – aligner et coordonner les efforts avec les groupes d'intervention contre la violence qui travaillent dans la communauté, tels que les interrupteurs de violence, et d'autres travailleurs de rue ; et
- Engagement – rassembler les parties prenantes et la communauté dans son ensemble pour travailler à la réduction de la violence armée.

Dans chaque comté, des partenariats développés via IMPACT entre les services de police primaires, le bureau du procureur de district, le bureau du shérif et le département de mise à l'épreuve, avec d'autres services secondaires, des organisations à but non lucratif et d'autres agences gouvernementales, continueront à être conclus par le chef du département de la police et le procureur de district. Ces partenariats doivent être étendus pour inclure les efforts communautaires visant à empêcher la violence.

Le rôle de l'analyse criminelle et les cinq centres d'analyse criminelle financés par la DCJS, situés dans les Comtés d'Albany, Broome, Erié, Monroe et Onondaga, seront aussi étendus ; ces centres offriront aux juridictions des informations essentielles sur le lieu des événements de violence armée et ceux qui perpétuent, pour que ces juridictions puissent mieux utiliser l'intelligence et les données pour déployer des ressources policières et cibler les crimes émergents.

« Lutter contre la violence armée demeure une priorité principale du Gouverneur Cuomo », a déclaré le Secrétaire Adjoint à la sécurité publique, Thomas P. Abt. « GIVE capitalise sur les forces d'IMPACT, ajoutant les meilleures stratégies et les plus récentes, orientées vers les données et fondées sur des données probantes. GIVE préserve le financement essentiel pour nos partenaires des services des forces de l'ordre locales tout en leur donnant de nouveaux outils pour porter l'excellent travail qu'ils ont fourni dans ces communautés au niveau supérieur. »

Le Commissaire Adjoint de la DCJS, Michael C. Green, a déclaré : « En tant que Procureur de District, j'ai vu comment la violence armée détruit nombre de nos plus vulnérables communautés. GIVE capitalisera

sur les partenariats IMPACT construits entre le gouvernement d'Etat et la police locale, les procureurs, les services de mise à l'épreuve et la communauté. Cette initiative assistera nos partenaires dans la lutte contre les gangs et d'autres délinquants violents en utilisant l'analyse criminelle et des stratégies avérées pour rendre nos quartiers plus sûrs. »

La DCJS organisera une conférence à l'échelle de l'Etat mardi 18 février à Albany pour les comtés suivants, qui peuvent concourir pour le financement via GIVE : Albany, Broome, Chautauqua, Dutchess, Erie, Monroe, Nassau, Niagara, Oneida, Onondaga, Orange, Rensselaer, Rockland, Schenectady, Suffolk, Ulster et Westchester. La conférence sera organisée pour familiariser les communautés à la manière dont GIVE fonctionnera et comprendra des présentations d'experts reconnus au plan national dans le domaine des stratégies de réduction de la violence.

La date limite pour les réponses à la RFA est fin mars et les subventions devraient être accordées au début du printemps.

La Division des services de justice pénale de l'Etat de New York (www.criminaljustice.ny.gov) est un organe de soutien de justice pénale polyvalent avec une variété de responsabilités, notamment la formation des forces de l'ordre ; la collecte et l'analyse des données criminelles à l'échelle de l'Etat ; la maintenance des informations de l'historique criminel et des fichiers d'empreintes digitales ; la surveillance administrative de la banque de données ADN de l'Etat, en partenariat avec la nouvelle Police de l'Etat de New York ; le financement et la surveillance des programmes de mise à l'épreuve et des services correctionnels communautaires ; l'administration des fonds fédéraux et d'Etat de justice pénale ; le soutien des organes liés à la justice pénale dans l'ensemble de l'Etat ; et l'administration du Registre des délinquants sexuels de l'Etat.

###

Des informations complémentaires sont disponibles à www.governor.ny.gov
Etat de New York | Executive Chamber | press.office@exec.ny.gov | 518.474.8418